

Notes de lecture

Christine Bard – *Une histoire politique du pantalon*

(2010). Paris, Seuil « l'univers historique », 392 p.

– *Ce que soulève la jupe : identités, transgressions, résistances*

(2010). Paris, Autrement « Mutations. Sexe en tous genres », 174 p.

Une 'biographie d'un objet' peut être une manière très stimulante d'aborder les grandes questions de l'histoire, de l'économie, de la société, en particulier quand il s'agit d'objets aussi riches et aussi chargés de sens multiples comme le pantalon et la jupe. *L'histoire du pantalon*, écrite en premier, s'appuie sur des recherches de Christine Bard sur l'histoire de l'interdiction légale du port du pantalon par les femmes. Celle de la jupe semble être partiellement issue des réflexions sur les difficultés des filles, dans certains quartiers, de porter une jupe sans se faire agresser, et celles ayant trait aux résistances au port de la jupe par des hommes. L'histoire du pantalon et celle de

la jupe sont fortement asymétriques. À partir des années 1960, le pantalon des femmes s'est entièrement banalisé dans les pays industrialisés, au point de dépasser la jupe comme vêtement féminin de tous les jours. En revanche, à de rares exceptions près, la jupe est toujours réservée aux filles et aux femmes. Comprendre comment on en est arrivé là, c'est se pencher sur une longue histoire du travail des femmes, des loisirs et sports au féminin, et des acquis, mais aussi des zones d'ombre, de la lutte pour l'égalité des sexes.

Le pantalon d'abord. L'ouvrage que Christine Bard lui consacre est bien plus conséquent (392 p.) que celui dédié à la jupe (170 p.). L'importance plus grande accordée au pantalon s'explique par son rôle historique comme un signe d'appartenance au 'premier sexe', et symbole de la domination masculine. Les origines du pantalon furent pourtant modestes : un vêtement de bouffon de Comedia dell'arte, le vieillard Pantalon,

celui des marins et des ouvriers et autres ‘sans-culottes’. Les nobles portaient des culottes courtes, des bas de soie, et des chaussures à talon haut : tout cela pour souligner la finesse et la beauté de la jambe masculine. En Grande-Bretagne, avant de devenir une description méprisante des femmes ayant des aspirations intellectuelles, le terme ‘bas-bleu’ a désigné des hommes (en l’occurrence, certains hommes politiques d’origine relativement modeste), qui n’ont pas porté de bas de soie, mais de grosses chaussettes de laine bleue, qui, au lieu de mettre leur mollets en valeur, ont rempli la fonction prosaïque de les tenir bien au chaud. Le changement de normes qui a suivi la Révolution Française a mis en valeur le pantalon des hommes du peuple, adopté par les révolutionnaires pour afficher la disparition des distinctions entre les classes. Au XIX^e siècle, le pantalon élégant nouveau style, devenu l’uniforme des hommes bourgeois, a témoigné de la sobriété et de la simplicité – tout en devenant un signe discret des nouveaux privilèges de classe et de sexe.

Les vêtements et les parures sont souvent polysémiques. Christine Bard analyse les messages multiples et souvent contradictoires envoyés par le foulard islamique, mais aussi des nombreuses significations de la jupe, vêtement ‘ouvert’ qui exhibe la disponibilité des femmes pour assouvir le plaisir des hommes (dans le

premier chapitre d’*Histoire d’O* – roman de Pauline Rage publié en 1954 – la future esclave sexuelle reçoit l’ordre de ne jamais porter des vêtements qui peuvent empêcher les hommes d’avoir accès aux parties érotisées de son corps); mais aussi vêtement qui affiche la sensualité des femmes et leur droit au plaisir sexuel. Le pantalon est lui aussi porteur de valeurs multiples. *L’histoire politique du pantalon* discute à plusieurs reprises son rôle comme vêtement de travail. Toutefois, le livre consacre davantage de place au pantalon ‘bourgeois’ qu’au pantalon ‘prolétaire’. Cette attention au pantalon des classes supérieures reflète sans doute le fait que la plupart des luttes pour le droit de porter le pantalon ont été conduites par des femmes de classes aisées, et que certaines d’entre elles se sont focalisées sur l’accès des femmes aux activités auparavant réservées aux hommes des classes supérieures tel le sport et non sur le droit d’une ouvrière qui fait un métier pénible de porter un pantalon si son travail l’exige. Bard observe que les femmes qui ont participé à la Commune de Paris ont généralement porté des vêtements de femmes du peuple qu’elles étaient, c’est-à-dire des jupes et des robes, ce qui ne les a pas empêchées de participer aux combats.

Pour autant, les femmes riches n’ont pas été les seules à vouloir acquérir la liberté de mouvement qu’apporte le pantalon. Un de ses

avantages fut son prix. Si George Sand a choisi le pantalon car il lui permettait de fréquenter des endroits difficilement accessibles aux femmes, elle l'a fait avant tout parce que les vêtements masculins étaient nettement moins chers que la toilette féminine de l'époque. Elle a appris de sa mère, ouvrière de la mode au Palais Royal, l'astuce du port de vêtements masculins afin d'avoir à la fois davantage de liberté et de moindres dépenses. Sand, comme de nombreuses femmes en pantalon, a fait le choix d'osciller entre une représentation de soi masculine et féminine, et de combiner les deux dans un combat féministe. *L'histoire politique du pantalon* révèle une richesse de manières d'adopter un vêtement masculin par des femmes des classes supérieures, celles qui l'ont fait par choix et non par nécessité : d'une attitude purement fonctionnelle du peintre Rosa Bonheur, à un 'saphisme' militant, combiné ou non avec un féminisme, jusqu'au cas singulier de la championne de sport Violette Morris, qui s'est battue pour le droit de porter des vêtements masculins, et qui a fini comme collaboratrice directe de la Gestapo (elle a même participé à des séances de torture de prisonnières) et fut exécutée par la Résistance en 1944.

L'histoire politique du pantalon est, d'une certaine manière aussi l'histoire de sa politisation. Au XIX^e siècle, et durant la première

moitié de XX^e siècle, les débats autour du pantalon au féminin comme un choix vestimentaire assumé par des femmes de classes supérieures, ont été associés à ceux ayant trait à la définition du féminin, à l'égalité des droits entre hommes et femmes, à la sexualité en dehors des normes conventionnelles, à la contestation des privilèges masculins. Le pantalon des femmes est devenu un signe politique et, de ce fait, a fait l'objet de nombreuses interprétations et récupérations. Les caricaturistes du XIX^e siècle, tel Daumier, ont décrit fréquemment les 'guerres de la culotte', et le pauvre mari d'une femme 'libérée' qui perd tous ses attributs masculins, à tel point qu'il est contraint de donner le biberon à son enfant. Au XX^e siècle, l'acceptation progressive du pantalon féminin s'est faite à la fois par la haute couture, par la généralisation de la pratique du sport, et par la progression de l'emploi des femmes. Christine Bard souligne le rôle souvent méconnu des revues de mode féminine qui, dès la fin du XVIII^e siècle, ont façonné la manière de penser des femmes et qui, parfois, ont véhiculé des idées progressistes. La diffusion du pantalon féminin, à partir des années 1960, fut liée à la montée du féminisme, mais aussi, et peut-être même davantage, à l'augmentation du nombre d'étudiantes et à l'entrée massive des femmes dans certaines professions jusque-là

réservées principalement aux hommes. Depuis le XIX^e siècle, la robe du juge ou de l'avocat recouvrait un pantalon masculin : dès les années 1970, elle a de plus en plus souvent recouvert une jupe, ou, au moins aussi fréquemment, un pantalon féminin.

L'histoire politique du pantalon se termine par l'avènement du pantalon 'unisexe'. Celle de la jupe, quasi exclusivement féminine, met au jour l'asymétrie des positions féminines et masculines. La jupe est un vêtement ouvert, comme l'étaient, jusqu'au XIX^e siècle, les sous-vêtements féminins. Le pantalon au féminin fut précédé par la généralisation de l'usage des culottes fermées, entrées dans les mœurs seulement au début de XX^e siècle. L'avènement des vêtements et des sous-vêtements fermés fut lié tout à la fois à une plus grande mobilité des femmes hors de la maison, à une montée de l'insécurité dans l'espace public, et aux changements de nature du travail féminin. Le pantalon est un vêtement qui protège, ce qui explique, de nos jours, le problème des filles qui n'osent pas sortir en jupe dans certains quartiers. Il fut aussi longtemps associé à la masculinisation de la femme. Dans les années 1920, les 'garçonnes' avaient des cheveux courts, des vestes et des chemisiers de coupe masculine – et des jupes courtes. Dans les années 1960, la minijupe fut associée à une liberté sexuelle plus grande

pour les femmes. Cependant, Christine Bard note qu'à cette époque, l'arrivée des collants a joué un rôle décisif dans la transformation de la jupe en un vêtement qui n'entrave pas trop la liberté de mouvement.

À partir des années 1970, on assiste au passage du pantalon 'indécemment' et scandaleux dans l'espace public, à la jupe indécente et au pantalon modeste. À cette période, la mode unisexe, et la généralisation du jean comme quasi-uniforme, notamment pour les jeunes, a fait de la jupe un signe de féminité, et pas uniquement un marqueur banal de l'appartenance au sexe féminin. Ce signe peut être exploité de diverses manières. Christine Bard met en avant la sexualisation de la politique au féminin, et l'usage que font certaines femmes politiques françaises, telle Rachida Dati, de leur féminité. Il est vrai. Mais n'est-ce pas là plutôt une spécificité hexagonale ? La femme la plus puissante en politique aujourd'hui (fin 2011), Angela Merkel, ne porte pratiquement jamais de jupe, et met en avant ses compétences plutôt que sa féminité. La transition de la 'jupe obligatoire' à la jupe comme vêtement choisi par les femmes a accentué la polysémie de ce vêtement. Pour les femmes originaires de cultures traditionnelles, la jupe est toujours le seul vêtement considéré comme acceptable ; pour les autres, le choix d'une jupe peut relever de registres

multiples, de simples considérations pratiques (porter une jupe légère est plus confortable par 35° à l'ombre, notamment si le port du short n'est pas possible), en passant par une envie de varier ses choix vestimentaires, ou le plaisir sensuel d'un vêtement ouvert, et le jeu sexuel, hétéro ou homosexuel. La jupe est aussi, souvent, un vêtement qui révèle davantage le corps, et qui donc invite plus à la discipline corporelle, notamment au contrôle de son poids. Un pantalon large (comme d'ailleurs une robe traditionnelle large et opaque) cache les formes. Une jupe courte ou une robe légère et transparente exigent un corps qui peut s'exhiber, et peut donc contribuer au renforcement du double standard esthétique en vigueur depuis que les hommes nobles ont abandonné leurs bas de soie.

Ce que soulève la jupe apporte de multiples détails fascinants sur l'histoire sociale et culturelle de la jupe, mais le livre ne comporte pas, hélas, d'illustrations. En revanche, *Une histoire politique du pantalon* est richement illustrée, pour le plus grand bonheur du lecteur et de la lectrice. Ces images ajoutent une dimension importante à l'histoire genrée des vêtements. Elles mettent en avant la multiplicité des pantalons masculins et féminins. La femme qui apparaît, dans un dessin de Gavarni du milieu du XIX^e siècle, en pantalon 'de carnaval' et en chemisier, passerait inaperçue dans

la rue aujourd'hui : elle porte une version féminisée du vêtement masculin, comme le fait, dans un style plus élégant, l'écrivaine Marc (Marie Amélie) de Montfauud dans son pantalon bouffant ou Colette dans un costume marin. En revanche l'archéologue Jane Dieulafoy, et plus encore le médecin et femme politique (de gauche) Madeleine Pelletier, ou l'athlète (de droite) Violette Morris portent des vêtements masculins, et ont probablement pu 'passer' pour des hommes dans la rue. Au XX^e siècle, l'image de Marlene Dietrich en pantalon chic évoque son ambivalence sexuelle, et la présence du féminin dans le masculin. Tandis que la photo de Brigitte Bardot en pantalon corsaire met en scène une féminité triomphante et libérée, sans aucune trace d'ambivalence sexuelle. Les femmes travailleuses en pantalon véhiculent elles aussi des images multiples : la bergère corse ou savoyarde est asexuée, alors que les coquettes pêcheuses d'huîtres sont fortement sexuées. La même division existe chez les hommes : le pantalon d'un ouvrier est fort différent de celui, élégant, d'un parlementaire.

Les deux livres de Christine Bard montrent, d'une manière très persuasive, que, jusqu'aux années 1960, le pantalon avait à la fois une valeur symbolique forte et une fonction pratique : celle de faciliter les mouvements. La jupe avait souvent une fonction opposée : celle d'entraver la

liberté de mouvement des femmes. Les dimensions symbolique et pratique d'un vêtement sont étroitement liées. Elles ne sont toutefois pas identiques. Les chaussures à talon haut, délaissées par les hommes lors de l'abandon de la culotte aristocratique pour le pantalon prolétarien, et aujourd'hui à usage exclusivement féminin, entravent elles aussi la liberté de mouvement des femmes. Cependant, elles n'ont pas une charge symbolique aussi forte que celle de la jupe. À quand l'histoire politique des chaussures à talon haut, de Louis XIV à Manolo Blahnik ?

Une très bonne histoire culturelle, par définition, est impossible à résumer. Une recension de *Ce qui soulève la jupe* et *Une histoire politique du pantalon* peut au mieux être une invitation au plaisir de lire ces ouvrages, riches en trouvailles et découvertes, et qui, nullement pontifiants, nous invitent sans cesse à la réflexion. Sans oublier l'essentiel, résumé par Christine Bard dans la conclusion de *Ce que soulève la jupe* : « *Le problème n'est pas la jupe : les violences sexuelles seraient-elles moins nombreuses si les femmes étaient toutes vêtues de sacs en toile de jute ? L'exemple de la Révolution culturelle chinoise montre que les violences ont augmenté peu après l'imposition du costume unique aux gardes rouges. Le problème est la violence qu'entretient la domination masculine et ce que nous*

faisons (ou ne faisons pas) pour la prévenir ». L'histoire politique du pantalon et de la jupe nous apprend, avant tout, l'importance de lutter par tous les moyens pour abolir les inégalités liées au genre. Y compris par la mobilisation de la curiosité, du plaisir et du rire comme de puissantes armes de combat.

Ilana Löwy

Historienne des sciences
CERMES-INSERM

Sandrine Garcia – *Mères sous influence. De la cause des femmes à la cause des enfants*

(2011). Paris, La Découverte « Textes à l'appui/Genre et sexualité », 383 p.

L'ouvrage de Sandrine Garcia revisite l'histoire de l'accès des femmes à la régulation des naissances et ses conséquences sur le statut de mère. Il souligne le rôle joué par la psychanalyse de l'enfant qui entre en confrontation avec le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) pour redéfinir le « *métier de mère* ». Pour la période la plus récente, Sandrine Garcia s'attarde sur la mise en place d'une « *nouvelle 'police des familles' qui, au nom de l'enfant, fabrique de la 'déviance parentale'* » (p. 17). Faisant œuvre d'historienne, mais clairement inscrite dans la tradition sociologique, l'auteure ne manque pas de rappeler que chacune de ces entreprises a abouti, à sa manière, à la disqualification des pratiques éducatives des classes populaires.

Après une introduction peut-être trop dense pour le lecteur ou la lectrice qui ne maîtrise pas les clés d'une période historique enfouie désormais dans la mémoire collective et dont les acteurs et actrices – hormis Françoise Dolto et Simone de Beauvoir – n'ont plus de visibilité médiatique (qui aujourd'hui dans le grand public connaît le nom de Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé ?), l'auteure développe la partie la plus riche de son ouvrage reconstituant la manière dont, de l'après-guerre jusqu'à la loi Neuwirth autorisant la contraception en 1967, les femmes ont conquis la maîtrise de leur fécondité. On peut regretter que la démarche méthodologique adoptée, qui mobilise notamment des entretiens réalisés par l'auteure auprès des principaux acteurs et actrices de cette histoire, ne soit pas davantage précisée.

Sandrine Garcia dresse le portrait de ces médecins gynécologues qui, tirillés entre « leur obéissance à l'Église et la protection de la vie des femmes » (p. 21), ont remis progressivement en cause la morale prônée par l'Ordre des médecins, au point de créer une instance concurrente, le Collège des médecins, formant à la prescription des contraceptifs interdits en France. Ce livre constitue ainsi une contribution à une histoire d'un segment de la médecine, la gynécologie et l'obstétrique, qui méritait d'être exhumée tant ses liens sont forts avec la politique familiale. Cependant, cette présen-

tation des pionnières et pionniers du Mouvement – permettant de faire la démonstration de l'accumulation d'un capital symbolique et de capacités d'innovation indispensables à sa réussite – n'échappe pas complètement à l'effet galerie de portraits. L'auteure accorde une large place à Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé en tant que fondatrice du MFPPF. Pourtant catholique convaincue, dès les années 1950, Lagroua Weill-Hallé met en avant l'idée de « *maternité volontaire* » et affirme le « *droit des enfants à naître désirés* ». Sandrine Garcia montre ensuite comment les membres du MFPPF sont parvenu·e·s à légitimer leur action auprès des élites intellectuelles et politiques ainsi que du grand public. Pour ce faire, les médecins du Collège vont développer une argumentation scientifique présentant les avortements clandestins comme un problème de santé publique face auquel la contraception apparaît comme le seul moyen de prévention. Dans un pays fortement nataliste, il s'agit de « *démontrer [...] que l'enjeu n'est pas la réduction du nombre d'enfants, mais la rationalisation du moment de la procréation* » (p. 135). « *En démontrant que les enfants désirés ont de meilleures mères, l'usage de la psychanalyse a [...] permis de fournir une morale alternative crédible à la morale religieuse.* » (p. 143) La position du MFPPF vis-à-vis de l'avortement se révèle beaucoup plus ambiguë en ce qui

concerne le libre choix des femmes. « *Les demandes d'avortement qui ne sont pas motivées par des indications médico-sociales sont stigmatisées comme 'avortement de convenance'.* » (p. 170) « *Il ne s'agit donc pas de mettre en cause le pouvoir médical, mais plutôt d'assouplir ses conditions d'exercice sur les femmes, tout en leur refusant la liberté de se déterminer elles-mêmes.* » (p. 170) Loin de lever les normes qui encadrent la famille, le MFPP conduit à redéfinir la « *famille normale* » « *composée du nombre 'psychologiquement souhaitable' d'enfants qui arrivent au 'bon' moment* » (p. 135).

La seconde partie de l'ouvrage décrit l'emprise de la psychanalyse de l'enfant sur l'encadrement du « *métier de mère* », en proposant tout d'abord une synthèse des différents travaux existants. L'auteure rappelle comment, en investissant le terrain de l'éducation, la psychanalyse de l'enfant a mis en cause les punitions corporelles et s'est alliée avec les courants de la pédagogie nouvelle. À travers la figure de Jenny Aubry, elle gagne la pédiatrie et les crèches qui instaurent « *des modalités de séparation plus douces entre parents et enfant* » (p. 210) et font usage des savoirs 'psy' pour asseoir leur autorité sur les parents. Sandrine Garcia revient ensuite sur le succès de Françoise Dolto auprès des médias et du grand public. Dolto a en effet incarné ces nouveaux savoirs,

tout en développant – aspect moins connu de sa personnalité – une vision assez conservatrice du rôle maternel. « *La liberté accordée à l'enfant dans sa conception du mandat maternel s'accompagne d'une augmentation des contraintes exercées sur les mères, qui doivent assurer à la fois une liberté maximale aux enfants (en réduisant souvent la leur) et une forte sécurité affective, qui suppose présence et affection.* » (p. 246) et, en conséquence, renoncer à leur activité professionnelle. Pour l'auteure, à l'inverse de Lagroua Weill-Hallé qui s'était efforcée de laïciser la morale médicale, Dolto universalise une vision catholique du monde assignant les femmes à la maternité. « [...] *La construction d'un 'risque psychologique' en situation ordinaire offre, à ce titre, l'une des ressources les plus efficaces et inépuisables pour rappeler les femmes à leurs devoirs.* » (p. 274) Dolto n'a pas seulement investi le terrain de la famille mais aussi celui de l'école, à laquelle elle prescrit de s'adapter au désir et au rythme de l'enfant, de viser son épanouissement.

La dernière partie de l'ouvrage étudie les politiques d'encadrement de la parentalité mises en œuvre en France à la fin des années 1990, qui reprennent le discours sur les parents pathogènes inspiré de la psychanalyse. L'auteure s'est faite ici observatrice participante, en assistant entre 2005 et 2009 à des conférences

tenues par des psychanalystes sur la parentalité. Elle a également réalisé des observations au sein d'un lieu d'accueil parents-enfants, aussi appelé « *maison verte* », créé dans le sillage de Dolto. Elle souligne la fonction de conseil aux parents (en particulier sur les modes d'exercice de l'autorité) dispensée par ces lieux davantage investis par les parents de classes moyennes. Elle analyse ensuite les discours sur « *l'enfant victime* », qui dénoncent toutes les formes de « *violence éducative* » exercée par les parents, en particulier la maltraitance, à propos de laquelle elle résume les principaux travaux sociologiques.

Elle s'interroge pour finir sur l'affaiblissement, ces dernières années, du magistère moral de la psychanalyse et ses stratégies de résistances, en prenant l'exemple de la dyslexie. Elle retourne ainsi sur le terrain de l'éducation déjà abordé à propos de Dolto. Mais il n'est pas toujours aisé de suivre l'auteure dans ces va-et-vient entre des thématiques présentant chacune leur spécificité.

Ce livre se présente ainsi comme une sociohistoire de la construction d'une nouvelle expertise dans le champ familial à partir de l'après-guerre, nourrie par les savoirs 'psy' et subordonnant la défense de la cause des mères à celle de l'enfant. Ce 'fil rouge' aurait gagné à être davantage mis en valeur car on a parfois le sentiment d'un léger éparpillement entre les différents

domaines d'investigation. On peut également s'interroger sur le choix des psychanalystes retenus pour rendre compte du discours psychanalytique car les principes de sélection ne sont pas parfaitement explicites. Fortement inspirée par l'approche de Pierre Bourdieu, cette sociohistoire, dense et touffue, vient cependant combler un vide par son effort de synthèse, en mobilisant de manière quasi exhaustive l'ensemble des travaux actuellement disponibles et en donnant corps à ses principaux acteurs et actrices et à leurs écrits ou témoignages. Il est amené à devenir un ouvrage de référence.

Sarra Mougel

Sociologue
Maître de conférences
en Sciences de l'éducation,
Université Paris Descartes

Isabelle Attané – *En espérant un fils... La masculinisation de la population chinoise*

(2010). Paris, INED « Les Cahiers du l'INED », 239 p.

Il est aujourd'hui de notoriété publique que les pays qui favorisent traditionnellement les garçons comme l'Inde, le Pakistan et la Chine manquent désormais de femmes de manière criante. Les effets cumulés de pratiques discriminantes à l'encontre des petites filles et notamment l'élimination des filles, avant et juste après la naissance, résultent en un fort déséquilibre du ratio hommes-femmes. Isabelle Attané étudie depuis de nombreuses

années ce phénomène pour le cas chinois et elle dispose aujourd'hui d'une vision globale de la question. Au-delà du constat et des explications usuelles de ce phénomène, son nouveau livre donne à voir la complexité de cette question et sa géographie sociale et régionale. Il ouvre surtout sur des questionnements désormais pressants : quelles seront les conséquences de la masculinisation de la société chinoise, en termes de sexualités, de nuptialité et surtout en termes de statut des femmes, qui semble se détériorer d'autant plus que les femmes viennent à manquer.

En raison de la politique de l'enfant unique, qui restreint depuis 1979 le nombre d'enfants par femme, mais également en raison des bouleversements économiques, politiques et sociaux qu'a connus la Chine depuis les années 1980, il apparaît qu'elle a non seulement la population la plus masculine au monde, avec 107,9 hommes pour 100 femmes en 2010 (en comparaison, l'Europe compte 92,9 hommes pour 100 femmes), mais qu'elle est aussi le pays où le taux de mortalité des fillettes est le plus élevé. Cette masculinisation de la société tient avant tout aux avortements sélectifs avant la naissance, ainsi qu'aux infanticides et aux mauvais traitements des filles après la naissance.

Si cette situation n'est pas nouvelle, puisque le premier recensement de la République

populaire de Chine de 1953 indique un niveau de masculinité proche de celui qu'on observe actuellement, avec 107,6 hommes pour 100 femmes, on peut s'étonner que l'amélioration des conditions de vie et d'accès à la santé, notamment la santé maternelle, n'ait pas changé plus radicalement la situation. Au contraire, depuis les années 1960, le processus de masculinisation n'a pas connu la baisse substantielle qu'on aurait pu attendre. Isabelle Attané estime aujourd'hui que sur la base du rapport de masculinité moyen observé en 2010 (à savoir 96,8 hommes pour 100 femmes dans le monde), il manquerait soixante millions de femmes en Chine. D'autres estimations situent la fourchette entre trente-cinq et quarante et un millions.

Les discriminations à l'égard des fillettes et des femmes ne se répartissent pas de façon uniforme et force est de constater qu'il existe une véritable géographie des discriminations. Les disparités entre villes et campagnes, légitimées en Chine par une politique d'accès différentiel aux droits selon la provenance urbaine ou rurale, viennent renforcer des pratiques et des modes de vie distincts, qui participent de l'accentuation du phénomène de discrimination dans les campagnes. Les citadins ont aujourd'hui moins tendance à éliminer les filles que les couples des campagnes. Ce constat doit être toutefois nuancé

par le fait que dans le cas où survient une seconde, voire une troisième naissance, possible grâce à un assouplissement de la politique de l'enfant unique qui varie d'une région à l'autre, la sélection par sexe devient plus stricte en milieu urbain. Il reste que contrairement à l'Inde où le phénomène de masculinisation est surtout urbain, il vaut mieux naître fille en ville qu'à la campagne, où la surmortalité des enfants avant leur premier anniversaire, et surtout des fillettes, va croissant depuis les années 1990. Les chiffres dont dispose Isabelle Attané sont d'autant plus intéressants qu'ils donnent à voir les disparités selon les provinces et les ethnies. Hormis au Tibet – où une malnutrition des mères expliquerait peut-être un faible taux de naissance des garçons – toutes les ethnies et toutes les provinces connaissent ce phénomène de masculinisation des naissances. Cela dit, lorsqu'on observe le taux de mortalité des fillettes avant leur premier anniversaire, il apparaît que les régions où il est le plus élevé ne recourent pas forcément celles qui connaissent un fort taux de mortalité infantile. Ce sont dans les régions du Sud et du centre – comme l'Anhui, le Jiangxi, le Henan, le Hunan et le Guangdong –, les plus pauvres, que les risques de surmortalité pour les fillettes sont les plus élevés. À cela s'ajoute que la tendance va grandissante et que certaines provinces

qui ne connaissaient pas la surmortalité infantile des filles suivent désormais l'exemple des autres : en 1989, seules 17 provinces sur 30 étaient concernées, pour 26 sur 31 en 2000.

Au-delà de la mortalité infantile, il s'avère que la surmortalité juvénile des filles – c'est-à-dire entre 1 et 5 ans – persiste et que les discriminations à l'encontre des femmes perdurent tout au long de la vie. Si les chiffres sont plus difficiles à manier, il apparaît que les courbes de mortalité féminines en Chine ne se conforment pas aux standards des autres pays. Il existe une surmortalité des jeunes femmes qui est certes liée à la mortalité maternelle, mais qui est surtout le fait du fort taux de suicide chez les femmes des régions rurales. La Chine est en effet un des seuls pays au monde où les femmes se suicident davantage que les hommes, et le suicide est la principale cause de mort pour les femmes de 15 à 34 ans.

Isabelle Attané s'attache ensuite à comparer la situation chinoise à celle d'autres pays d'Asie – l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, Taiwan, le Vietnam et la Corée du Sud –, qui connaissent également un déséquilibre du ratio des sexes à la naissance ; déséquilibre qui doit être interprété comme le résultat de représentations culturelles et de pratiques (avortements sélectifs, mauvais traitements et négligences vis-à-vis des filles) qui favorisent les garçons, mais

également comme le résultat de la baisse de natalité – des facteurs biologiques favorisant les naissances masculines dans les naissances de premier rang.

C'est donc aux représentations culturelles qu'Isabelle Attané consacre la seconde partie de son ouvrage. Au-delà des considérations habituelles sur la tradition chinoise qui discrimine les filles et les femmes (et qui sont discutables pour les pratiques urbaines actuelles), Isabelle Attané présente dans son huitième chapitre un panorama intéressant de l'histoire du féminisme en Chine et des politiques visant à contrer les discriminations sexuées. Il apparaît en effet que les Chinoises disposent de droits pour lesquels bien des femmes dans le monde continuent de se battre : étudier, travailler, divorcer, avorter, etc. Mais les disparités entre les villes et les campagnes sont criantes, et ce surtout entre les régions côtières qui ont connu un développement sans précédent et les régions du centre et de l'Ouest largement laissées pour compte. Les filles des régions les plus reculées continuent d'avoir un accès à l'éducation plus restreint et à subir davantage de discriminations. La description de la campagne « Chérir les filles » lancée en 2000 dans les régions où le taux de masculinité est le plus élevé, permet toutefois de saisir comment le gouvernement chinois tente, via des incitations monétaires notamment

(exemptions d'impôt, frais de scolarité réduits, etc.), de favoriser les familles ayant une ou des filles. À la lecture de l'ouvrage et face au processus grandissant de masculinisation de la société, force est de constater l'échec de ces politiques antidiscriminatoires.

Pour terminer, Isabelle Attané effectue une analyse statistique permettant de hiérarchiser les facteurs favorisant une plus grande discrimination des filles : l'extrême pauvreté ; le niveau de fécondité (tant qu'à avoir un seul enfant, mieux vaut un fils) ; étonnamment le niveau d'instruction du père (plus il est instruit, plus il a tendance à réduire la surmortalité potentielle d'un fils – ce qui implique que toutes choses égales par ailleurs, plus un homme est instruit, plus le taux de surmortalité des filles est susceptible d'augmenter) ; et finalement le niveau de solidarité entre les générations (pressions de la part de l'entourage familial pour préférer un fils).

Isabelle Attané offre ici un livre extrêmement bien documenté qui permet de saisir la complexité du phénomène de la masculinisation de la société chinoise et offre une analyse riche des divers facteurs sociaux (mais également biologiques) qui permettent d'expliquer cette disparité. Elle conclut son ouvrage sur des perspectives qu'elle ne manquera sans doute pas de développer ultérieurement, comme le marché matrimonial et la pénu-

rie d'épouse, ainsi que le statut des femmes. Il apparaît en effet que la masculinisation de la société, si elle permet l'hypergamie pour les femmes des couches sociales les plus défavorisées, tend surtout à entraîner une marchandisation des femmes et

des violations régulières de leurs droits fondamentaux : mariages forcés, viols, enlèvements.

Marylène Lieber

Sociologue, Université de Neuchâtel
et Centre d'études français sur la
Chine contemporaine (CEFC), Hong Kong